

Pierre Elliott Trudeau

15^e premier ministre du Canada

Faits en bref

Mandats

- 20 avril 1968 - 3 juin 1979
- 3 mars 1980 - 30 juin 1984

Naissance

- Le 18 octobre 1919 à Montréal (Québec)

Décès

- Le 28 septembre 2000 à Montréal (Québec)
- Inhumé à Saint-Rémi-de-Napierville (Québec)

Études

- Collège Jean-de-Brébeuf, à Montréal (B.A., 1940)
- Université de Montréal (LL.L., 1943)
- Université Harvard (maîtrise en économie politique, 1945)
- École des sciences politiques, à Paris, 1946-1947
- London School of Economics, 1947-1948

Vie privée

- Marié en 1971 à Margaret Sinclair (née en 1948)
- Trois fils, dont un est décédé accidentellement en 1998
- Divorcé en 1984
- Une fille

Emplois

- Avocat (reçu au Barreau du Québec en 1943 et au Barreau de l'Ontario en 1967)
- 1949-1951, conseiller au Bureau du Conseil privé
- 1950, cofondateur et codirecteur de la revue *Cité libre*
- 1961-1965, professeur agrégé en droit, Université de Montréal
- 1961-1965, chercheur, Institut de recherche en droit public
- Auteur
- Conseiller juridique

Parti politique

- Libéral
- 1968-1984, chef du parti

Circonscription

- 1965-1984, Mont-Royal (Québec)

Autres charges

- 1967-1968, ministre de la Justice et procureur général du Canada
- 1968, président du Conseil privé par intérim

Vie politique

- *Loi sur les langues officielles*, 1969
- Crise d'Octobre (application de la *Loi sur les mesures de guerre*), 1970
- Nomination de Muriel McQueen Fergusson, première femme présidente du Sénat, 1972
- Contrôle des salaires et des prix, 1975
- Chef de l'opposition, 1979-1980
- Acteur important en faveur du « non » dans la campagne référendaire du Québec sur la souveraineté-association, 1980
- Nomination de Jeanne Sauvé, première femme présidente de la Chambre des communes, 1980
- Charte canadienne des droits et libertés, 1982
- *Loi constitutionnelle de 1982*
- Nomination de Jeanne Sauvé, première femme gouverneure générale, 1984

Biographie

Je suis d'avis qu'une constitution peut permettre la coexistence de plusieurs cultures et de plusieurs groupes ethniques à l'intérieur d'un même État.

– Pierre E. Trudeau, le 30 septembre 1965

Bien avant de devenir premier ministre, Pierre Trudeau croit en un Canada uni et en un gouvernement fédéral fort, conviction qu'il conserve pendant toute sa carrière politique. À preuve sa réaction à la crise d'Octobre en 1970, son rejet du séparatisme québécois, de même que ses efforts pour rapatrier la Constitution et promouvoir le bilinguisme officiel.

Pierre Elliott Trudeau est né à Montréal en 1919. Fils d'un père québécois et d'une mère d'ascendance écossaise, il fréquente d'abord une école de son quartier, l'Académie Querbes, puis le Collège Jean-de-Brébeuf, dirigé par les Jésuites. Son père s'est enrichi malgré la Grande Crise des années 1930, et la famille entreprend plusieurs voyages au Canada et en Europe. En 1940, Trudeau entre en droit à l'Université de Montréal. Comme de nombreux Québécois, il s'oppose à la conscription, mais en raison de la *Loi de 1940 sur la mobilisation des ressources nationales*, il est tenu de faire partie du Corps-école d'officiers canadiens.

En 1943, il obtient une licence en droit et est admis au Barreau du Québec; il s'inscrit ensuite à un programme de maîtrise à l'Université Harvard. En 1946, il part pour l'Europe. Il étudie d'abord à Paris, à l'École des sciences politiques, puis en Grande-Bretagne, à la London School of Economics. En 1948, il fait un long voyage, sac au dos, en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, dans des régions au climat politique explosif en cette période d'après-guerre. Il revient au Canada l'année suivante, riche de nombreuses aventures.

Il passe quelque temps à Ottawa où il est conseiller au Bureau du Conseil privé. De retour à Montréal, il commence à appuyer les syndicats, notamment pendant la grève de l'amiante, et critique l'attitude répressive de l'Union nationale de Maurice Duplessis, alors premier ministre du Québec. Avec quelques autres intellectuels engagés, il fonde la revue *Cité libre*, qui offrira une tribune pour l'expression d'idées et d'opinions. En 1961, il devient professeur de droit à l'Université de Montréal.

En 1965, le Parti libéral est à la recherche de candidats québécois. Trudeau et ses collègues Jean Marchand et Gérard Pelletier sont invités à se porter candidats aux élections fédérales du 8 novembre. Ils remportent leurs sièges, et Trudeau est nommé ministre de la Justice en avril 1967. En un an, il réforme la *Loi sur le divorce* et libéralise les législations relatives à l'avortement et à l'homosexualité.

Après la démission de Lester Pearson comme premier ministre, en 1968, Trudeau est invité à se présenter à l'investiture libérale. Il est élu chef du parti et déclenche des élections immédiatement après. S'appuyant sur ce que la presse appelle la « trudeumanie », c'est-à-dire son extraordinaire popularité, il fait élire un gouvernement majoritaire. L'un des textes les plus importants adoptés au cours de cette législature est la *Loi sur les langues officielles*, qui garantit le bilinguisme dans la fonction publique fédérale.

Une grave menace à la sécurité nationale survient en 1970 lorsque le groupe terroriste du Front de libération du Québec enlève le diplomate britannique James Cross et le ministre québécois du Travail et de l'Immigration, Pierre Laporte. Lorsque le premier ministre provincial, Robert Bourassa, demande l'aide du gouvernement fédéral, Trudeau invoque la *Loi sur les mesures de guerre*. Pierre Laporte est malheureusement assassiné, et des centaines de personnes sont arrêtées et détenues sans mandat. La crise prend fin en décembre avec la libération de James Cross.

En 1972, les libéraux reprennent le pouvoir, mais avec un gouvernement minoritaire. Ils retrouvent toutefois une majorité en 1974. Les années 1970 sont marquées par une forte inflation, que le gouvernement Trudeau cherche à contenir par des contrôles sur les prix et les salaires. Les difficultés économiques et le sentiment d'aliénation qui règne dans l'Ouest canadien mènent les libéraux à la défaite aux élections de juin 1979. Ayant décidé de ne pas être chef de l'opposition, Trudeau annonce sa retraite de la politique. Minoritaire, le gouvernement conservateur est renversé au bout de six mois. On persuade Trudeau de reprendre la direction du parti, et les libéraux gagnent les élections en 1980.

Pendant ce dernier mandat, il se consacre à la défense de l'unité nationale et à la lutte contre les objectifs séparatistes du Parti québécois, qui forme alors le gouvernement du Québec. En 1980, il mène une campagne vigoureuse en faveur du « non » lors du référendum sur la souveraineté-association. Il s'attache également à rapatrier la Constitution, entreprise qui exige l'appui des provinces. Les négociations fédérales-provinciales, longues et ardues, s'étalent sur dix-huit mois. Il y a dissension entre les ministres; des cours d'appel provinciales et la Cour suprême sont appelées à rendre des décisions. Une entente est finalement ratifiée en 1982, mais sans l'accord du premier

ministre québécois, René Lévesque. Le 17 avril 1982, lors d'une cérémonie tenue sur la Colline du Parlement, la reine signe la nouvelle *Loi constitutionnelle*.

Ayant atteint son objectif de renforcement du fédéralisme canadien, Trudeau se tourne alors vers la scène internationale. Il plaide en faveur de la paix mondiale et de l'amélioration des relations entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Après avoir occupé pendant seize ans le poste de premier ministre, Trudeau abandonne la politique en 1984. Il se consacre alors à la pratique du droit, voyage beaucoup et publie ses mémoires. Il meurt le 28 septembre 2000, peu avant son 81^e anniversaire. Des Canadiens de partout au pays sont en deuil et lui rendent de vibrants hommages.

Relations internationales

En tant que premier ministre, Trudeau se donne comme objectif de reconnaître la légitimité du gouvernement de la République populaire de Chine, ce qu'il fait en octobre 1970.

Pour protester contre la règle de la majorité blanche en Afrique du Sud, le Canada impose à ce pays un embargo sur les armes en 1970, puis se retire en 1979 d'un programme d'aide commerciale, mettant ainsi fin au tarif préférentiel dont jouissait l'Afrique du Sud depuis 1932.

En 1971, le président américain Richard Nixon instaure une série de mesures économiques, dont une majoration des droits de douane sur les importations. Cette mesure menace le commerce et l'emploi canadiens, mais Trudeau réussit à négocier des exemptions pour le Canada.

Le gouvernement Trudeau souhaite minimiser l'influence économique et culturelle qu'exercent les États-Unis. En 1972, il adopte la « Troisième option », proposée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mitchell Sharp, laquelle doit renforcer les liens avec l'Europe et le Japon, et réduire la dépendance envers les États-Unis et la Grande-Bretagne. En 1973, il crée l'Agence d'examen de l'investissement étranger comme réponse aux préoccupations relatives à la place des intérêts étrangers dans l'économie canadienne. Trudeau demande un examen complet de la politique étrangère et de la politique de défense nationale. Il veut mettre l'accent sur les priorités canadiennes tout en continuant d'honorer les engagements du Canada envers l'OTAN. En 1976, le Canada négocie un « lien contractuel » avec la Communauté européenne, lequel formalise les consultations économiques entre les deux parties, et il conclut une entente similaire avec le Japon. La « Troisième option » se révèle toutefois peu réaliste, car sur les plans de la défense et du commerce, le Canada demeure étroitement lié aux États-Unis.

Malgré son scepticisme premier envers le Commonwealth, Trudeau en devient un défenseur, ce qui lui donne l'occasion de rencontrer des chefs d'État du Tiers-Monde. Il appuie également la communauté francophone internationale par l'entremise de l'Organisation internationale de la Francophonie.

En 1976, le Canada est admis au G7, un groupe de sept pays industrialisés réunis pour encourager la coordination économique. Lorsque Trudeau se rend au Sommet de Porto Rico, il veut élargir les visées du G7, pour que celui-ci encourage la démocratie et les droits de la personne.

Trudeau révisé la *Loi sur l'immigration* de 1952; il met sur pied un groupe de travail sur cette question, qui produit un livre vert. La *Loi sur l'immigration* de 1976 accorde une importance plus grande à la formation pratique, facilite la réunion des familles d'immigrants au Canada et étend le parrainage des réfugiés.

Au début des années 1980, le rapatriement de la Constitution devient la grande priorité de Trudeau qui souhaite ainsi achever l'indépendance légale du Canada et obtenir le droit d'amender la Constitution. La reine signe la proclamation de la nouvelle *Loi constitutionnelle* lors d'une cérémonie tenue le 17 avril 1982 sur la Colline du Parlement.

Vers la fin de l'année 1983, Trudeau lance une « initiative de paix ». Il se rend en Europe, en Asie, puis à Washington discuter avec les chefs d'État et défendre plusieurs mesures relatives au désarmement. Il est reçu poliment, mais ses efforts demeurent sans effet sur la politique étrangère des autres nations.

Anecdote

Un premier ministre aux drôles d'habits

De tous les premiers ministres, Pierre Trudeau passe pour le plus excentrique dans sa tenue vestimentaire. Son non-conformisme l'a plus d'une fois placé dans des situations difficiles. Étudiant à l'université pendant la guerre, il trouve un jour, dans le grenier d'un ami, des uniformes militaires allemands datant du XIX^e siècle. Trudeau et son copain décident de jouer un tour à des camarades et de leur rendre visite déguisés en officiers prussiens. Coiffés des casques d'acier garnis d'une pointe, ils foncent à toute allure sur leurs motocyclettes, au grand étonnement des passants!

Au cours du voyage qu'il fait au Moyen-Orient en 1948, sac au dos, Trudeau adopte le costume local et se laisse pousser la barbe. Il se mêle si bien à la population qu'à Jérusalem, des soldats arabes le prennent pour un espion juif. Il faut l'intervention d'un prêtre catholique pour empêcher que Trudeau ne soit accusé d'espionnage, un crime passible de la peine de mort!

Après son élection comme député en 1965, il sème souvent la consternation chez ses collègues de la Chambre des communes par ses tenues peu conventionnelles. Ses cheveux longs, ses sandales et ses cravates mal nouées ne cadrent décidément pas avec les normes vestimentaires du Parlement. Il essuie même les réprimandes de l'ancien premier ministre John Diefenbaker!

Bibliographie

Axworthy, Thomas S. et Pierre Elliott Trudeau (sous la dir.). *Towards a Just Society: The Trudeau Years*, Markham (Ont.), Viking, 1990.

Bergeron, Gérard. *Notre miroir à deux faces : Trudeau-Lévesque*, Montréal, Québec/Amérique, 1985.

Butler, Rick et Jean-Guy Carrier (sous la dir.). *The Trudeau Decade*, Toronto, Doubleday Canada, 1979.

Butson, Thomas G. *Pierre Elliott Trudeau*, New York, Chelsea House, 1986.

Clarkson, Stephen. *Trudeau and Our Times*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990-1994.

Cohen, Andrew et J.L. Granatstein (sous la dir.). *Trudeau's Shadow: The Life and Legacy of Pierre Elliott Trudeau*, Toronto, Vintage Canada, 1999.

Couture, Claude. *La loyauté d'un laïc : Pierre Elliott Trudeau et le libéralisme canadien*, Montréal, Harmattan, 1996.

English, John. *Citizen of the World: The Life of Pierre Elliott Trudeau*, vol. I (1919-1965), Toronto, Random House, 2006.

Granatstein, J.L. et Norman Hillmer. *Prime Ministers: Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins, 1999.

Griffiths, Linda. *Maggie and Pierre: A Fantasy of Love, Politics and the Media: A Play*, Vancouver, Talonbooks, 1980.

Gwyn, Richard. *The Northern Magus: Pierre Trudeau and Canadians*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980.

Kirton, John. « Canada, the G7, and the Denver Summit of the Eight: Implications for Asia and Taiwan », Bibliothèque de l'Université de Toronto et Groupe de recherche sur le G8, www.g7.utoronto.ca/scholar/kirton199701/tai2.htm [page consultée le 4 août 2009].

Laforest, Guy. *Trudeau and the End of a Canadian Dream*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1995.

Les premiers ministres du Canada, 1867-1994, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

Les premiers ministres du Canada, 1867-1994 : biographies et anecdotes, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

McDonald, Kenneth. *His Pride, Our Fall: Recovering from the Trudeau Revolution*, Toronto, Key Porter Books, 1995.

McIlroy, Thad (sous la dir.). *A Rose Is a Rose: A Tribute to Pierre Elliott Trudeau in Cartoons and Quotes*, Toronto, Doubleday, 1984.

Peterson, Roy. *Drawn and Quartered: The Trudeau Years*, Toronto, Key Porter Books, 1984.

Radwanski, George. *Trudeau*, Toronto, Macmillan of Canada, 1978.

Simpson, Jeffrey. *Discipline of Power: The Conservative Interlude and the Liberal Restoration*, Toronto, Macmillan of Canada, 1984.

Stewart, Walter. *Shrug, Trudeau in Power*, Toronto, New Press, 1971.

Trudeau, Pierre Elliott. *Mémoires politiques*, [Montréal], Le Jour, 1993.

_____. *Trudeau : l'essentiel de sa pensée politique*, avec la collaboration de Ron Graham, et la collaboration à la traduction de Jacques Vaillancourt, [Montréal] : Le Jour, 1998.

Vastel, Michel. *Trudeau, le Québécois*, [Montréal], Éditions de l'Homme, 2002 [2000].